



## Les frappes « *contre-terroristes* » de Donald Trump au Nigeria : une logique transactionnelle aux relents impérialistes

Antoine Younsi

Le 25 décembre 2025, le président Donald Trump ordonnait des frappes dans l'État du Sokoto, situé au Nord-Ouest du Nigeria. Guidés par des drones *MQ-9 Reaper*, seize missiles *Tomahawk* étaient tirés depuis un destroyer de la marine des États-Unis positionné dans le golfe de Guinée, contre un groupe prétendument affilié à l'organisation État islamique (EI). Les dirigeants étasuniens justifiaient ce bombardement en le présentant comme une réaction au « *massacre* », voire au « *génocide* », des chrétiens de cette région, un phénomène qui aurait été longtemps « *ignoré* », « *toléré* » ou même « *facilité* » par les autorités nigérianes<sup>1</sup>.

Ces accusations, proférées depuis plusieurs mois aux États-Unis, avaient pourtant été démenties par l'exécutif nigérian<sup>2</sup>. À travers des déclarations et des visites officielles, ainsi que des actions de lobbying aux États-Unis, ces derniers tentaient de convaincre qu'ils luttait contre une situation sécuritaire préoccupante qui ne pouvait être interprétée uniquement sous l'angle religieux<sup>3</sup>. Malgré ce travail diplomatique, début novembre, Donald Trump avertissait ses homologues nigériens qu'il n'hésiterait pas à recourir à des sanctions économiques et à intervenir militairement s'ils « *continuaient de tolérer les meurtres de chrétiens*<sup>4</sup> ». En bombardant deux mois plus tard, il mettait donc ses menaces à exécution.

Soucieuses de préserver leur crédibilité, les autorités d'Abuja ont rapidement affirmé après les frappes avoir collaboré à l'opération en fournissant les renseignements ayant servi à orienter les bombardements. Toutefois, derrière cette coopération de façade<sup>5</sup>, ce revirement semble indiquer qu'elles ont été contraintes d'accepter les termes et les modalités « *contre-terroristes* » imposés par l'administration Trump. Cette situation a conduit certains observateurs à mettre en doute la souveraineté du gouvernement nigérian en la matière, ainsi que plus généralement, à s'inquiéter de l'équilibre réel des partenariats de sécurité entre les États-Unis et les pays africains<sup>6</sup>.

À l'aune de cette séquence politique, cet *éclaircissement* propose d'abord de replacer ces frappes dans l'évolution de la politique étrangère des États-Unis sur le continent africain, en interrogeant la spécificité du second mandat Trump. Sa réélection n'augurait pas une redéfinition drastique des conceptions condescendantes, voire méprisantes, affichées durant son premier mandat<sup>7</sup>. Pourtant, l'analyse montrera que sa politique étrangère transactionnelle particulièrement incisive – fondée sur une logique de « *donnant-donnant* » bilatérale – n'a pas épargné l'Afrique et qu'elle permet d'éclairer son hostilité à l'égard du Nigeria.

L'étude s'attachera ensuite à montrer que les frappes au Nigeria traduisent l'extension de cette logique transactionnelle au domaine sécuritaire, à travers un usage stratégique du « *contre-terrorisme* ». L'analyse mettra en évidence le décalage entre les objectifs affichés et les pratiques observées, révélateur d'arbitrages fondés sur la gestion de coûts transactionnels. Elle montrera enfin que cette approche s'inscrit dans une stratégie plus large de repositionnement régional, dont les effets fragmentent les dispositifs de coopération africaine en matière de sécurité et de développement.

L'étude conclura que ces frappes s'inscrivent dans une dynamique impérialiste renouvelée, dont les déclinaisons, du Venezuela à l'Iran jusqu'au Nigeria, éclairent les formes contemporaines des tentatives de domination étasunienne.

## 1. Donald Trump 2.0 : une approche transactionnelle particulièrement acérée envers l'Afrique, qui n'épargne pas le Nigeria

Comme le souligne la chercheuse Niagalé Bagayoko, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le continent africain a traditionnellement constitué une des dernières priorités stratégiques de la politique étrangère des États-Unis<sup>8</sup>. Durant son premier mandat, Trump n'avait pas affiché de volonté de réformer profondément les relations avec le continent. Son administration s'était contentée de voir l'Afrique comme une zone où les pratiques prédatrices concurrentielles de la Russie et de la Chine, tout comme le « *terrorisme* », devaient être combattues par le renforcement de partenariats bilatéraux avec certains pays clés<sup>9</sup>.

Durant le mandat de Joe Biden, la politique étrangère étasunienne sur le continent africain n'a pas connu d'inflexion majeure. L'Afrique n'a pas occupé non plus une grande place durant la campagne pour la réélection de Trump. À cette période, le document « *Projet 2025* » de l'influent think tank néo-conservateur *Heritage Foundation*<sup>10</sup> ne laissait pas présager un regain d'intérêt si ce dernier venait à être élu. Une fois président, le continent était d'ailleurs à peine évoqué dans la « *Stratégie nationale de sécurité* » publiée en novembre 2025<sup>11</sup>.

Pourtant, à la fin de la première année de son second mandat, il apparaît que les velléités du président n'ont pas épargné les pays africains<sup>12</sup>. Défendant une approche transactionnelle des relations internationales centrée sur la revalorisation des intérêts nationaux étasuniens<sup>13</sup>, la stratégie de Trump à l'égard du continent a réactualisé les principes fondamentaux de son premier mandat. Fort d'une équipe mieux préparée et plus cohérente, son administration les a toutefois étendus en les appliquant de façon plus acérée et décomplexée<sup>14</sup>.

Au niveau diplomatique, l'approche transactionnelle s'est traduite par une tendance au contournement des enceintes internationales capables de limiter l'action et les profits étasuniens. L'implication de Trump dans le conflit opposant la République Démocratique du Congo (RDC) au Rwanda est révélatrice d'une telle posture. Désireux de se présenter en faiseur de paix, Trump a tenté d'imposer un accord entre les deux pays belligérants, tout en s'assurant un accès privilégié aux ressources en minéraux critiques – cobalt, lithium, cuivre, terres rares et graphite – particulièrement convoitées dans la région<sup>15</sup>.

Au niveau économique, cette approche a pris la forme d'un protectionnisme croissant envers le continent. Les pays dotés d'un fort excédent commercial vis-à-vis des États-Unis, tels le Lesotho ou Madagascar – qui avaient par ailleurs bénéficié d'un accès préférentiel à son marché grâce à l'accord *African Growth and Opportunity Act* (AGOA) – ont été particulièrement visés par des augmentations des droits de douane<sup>16</sup>. L'aide internationale, jugée « *inefficace* », a été repensée selon l'idée que « *chaque dollar dépensé à l'étranger devait renforcer la sécurité intérieure ou créer un retour direct*<sup>17</sup> ».

Dans ce contexte, la pression politique mise par Trump sur le Nigeria avant les frappes peut donc être analysée comme une volonté de réaffirmer l'influence étasunienne dans ses relations bilatérales avec un partenaire historique<sup>18</sup>. En effet, les États-Unis sont aujourd'hui le premier investisseur étranger au Nigeria. Le pays le plus peuplé du continent est le premier producteur de pétrole et aussi le principal exportateur africain de pétrole brut vers les États-Unis<sup>19</sup>. Or, depuis le retour de Trump au pouvoir, le Nigeria avait multiplié les signaux d'autonomisation stratégique.

En rejoignant les BRICS comme membre « *partenaire* » et en affichant son ambition de porter la voix africaine dans une éventuelle réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, le Nigeria pouvait s'attendre à irriter Trump<sup>20</sup>. Depuis sa réélection, ce dernier critiquait ouvertement la première organisation et tentait de marginaliser la seconde, au nom de la défense des intérêts et de l'hégémonie des États-Unis. En ce sens, la réinscription du Nigeria en octobre sur la liste étasunienne des pays « *particulièrement préoccupants en matière de liberté de culte*<sup>21</sup> » – qui ouvre la voie à des sanctions politiques ou économiques – peut également être interprétée comme un premier signal visant à soumettre le Nigeria à la logique transactionnelle de Trump.

## 2. Le bellicisme « contre-terroriste » au service du transactionnalisme sécuritaire de Donald Trump en Afrique

Le politiste Mathieu Mérino expliquait, avant les frappes au Nigeria, que l'approche transactionnelle du second mandat Trump avait été appliquée de manière moins évidente à sa politique étrangère en matière de lutte « contre-terroriste » en Afrique<sup>22</sup>. La « *Stratégie de Défense* » publiée en janvier 2026, confirmait que cette lutte demeurerait centrale pour son administration, à condition qu'elle n'implique pas un déploiement massif de troupes. Ainsi, durant la première année de son second mandat, dans un contexte de volonté affichée de réduire l'empreinte militaire sur le continent<sup>23</sup>, le président intensifiait la guerre à distance menée contre *Al Shabbab* et l'EI en Somalie – dépassant le volume de bombardements des mandats cumulés de George W. Bush, Barack Obama et Joe Biden<sup>24</sup>.

Les frappes au Nigeria indiquent de manière flagrante que l'approche transactionnelle s'étend également au domaine sécuritaire de la politique étrangère étasunienne sur le continent africain. Elles démontrent que cette approche peut être fondée sur un usage stratégique de la violence « contre-terroriste », où la légitimité et les objectifs des opérations importent moins que leurs effets politiques sur les (futurs) partenaires des États-Unis. Analyser le décalage entre les objectifs officiels de cette opération et ses effets permet de montrer que les frappes ne constituaient pas une réponse à une menace objective, mais bel et bien un instrument visant à inscrire l'action militaire dans une logique transactionnelle.

## 2.1. Les frappes « contre-terroristes » à l'épreuve des faits : un décalage qui éclaire la gestion des coûts transactionnels de l'administration Trump

Les frappes au Nigeria indiquent que les pratiques « contre-terroristes » employées ne reposaient pas sur une analyse politique fine des dynamiques locales de violence. Elles procèdent plutôt d'une simplification de la réalité, qui met en évidence les arbitrages politiques propres à la mise en œuvre d'une logique transactionnelle de l'usage de la force.

D'une part, l'argument de la protection des chrétiens persécutés en raison de leur religion ne résiste pas à l'analyse des dynamiques locales. Les travaux spécialisés soulignent que les violences locales procèdent de logiques multiples et imbriquées, qui proviennent « *du banditisme, de la concurrence pour les ressources, des conflits fonciers communautaires et de [revendications] séparatiste[s]*<sup>25</sup> ». La dimension religieuse apparaît d'autant plus réductrice que dans le nord du pays, les musulmans sont autant, si ce n'est davantage, touchés par ces violences. Ce constat est encore plus visible dans l'État de Sokoto où ont eu lieu ces frappes, une zone majoritairement musulmane où les chrétiens sont peu ciblés<sup>26</sup>.

Dans un contexte de volonté de réduction de l'engagement militaire en Afrique, cette lecture simplificatrice permettait à l'administration Trump de s'assurer le soutien d'une base électorale a priori peu encline à soutenir des interventions extérieures lointaines peu lisibles en termes d'intérêts nationaux<sup>27</sup>. En requalifiant un conflit complexe en une opposition religieuse binaire, Trump a ainsi pu se présenter comme protecteur d'une minorité chrétienne prétendument menacée, à laquelle sa base pouvait facilement s'identifier.

D'autre part, les modalités de ciblage des frappes interrogent quant à la finalité officielle de l'action militaire. Présentées comme une action destinée à lutter contre l'EI, les frappes se sont principalement concentrées dans la forêt de Bauni à la frontière nigérienne. Or, si cette zone a pu récemment être considérée comme un point de connexion entre différentes branches de l'EI au Sahel et en Afrique de l'Ouest, les frappes ont surtout touché le groupe djihadiste transfrontalier *Lakurawa*, qui n'est affilié ni à l'EI au Sahel ni à sa branche ouest-africaine<sup>28</sup>. Ce groupe collabore d'ailleurs avec la faction JAS (*Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad*) de *Boko Haram*, qui est en rivalité avec l'EI en Afrique de l'Ouest<sup>29</sup>. Si les États-Unis avaient cherché à cibler l'EI ou à protéger les populations chrétiennes, d'autres zones, telles que l'État de Borno, ou encore les régions de Benue et d'Adamawa, auraient constitué des cibles plus cohérentes<sup>30</sup>.

Pour expliquer ce décalage, certains responsables politiques et militaires ont expliqué que la volatilité des alliances entre les groupes armés dans la région avait compliqué l'obtention de renseignements fiables. Toutefois, les États-Unis déployaient des capacités de renseignement autonomes depuis le Ghana, leur permettant en principe

d'identifier leurs cibles. Dès lors, l'incohérence observée semble moins relever d'une contrainte opérationnelle que d'un arbitrage politique, suggérant que les 32 millions de dollars engagés dans ces frappes<sup>31</sup> répondaient à des finalités autres que strictement sécuritaires.

Les conséquences de ces frappes viennent renforcer cette lecture. L'opération n'a aucunement permis d'enrayer les dynamiques de violence, qui continuent d'affecter des chrétiens autant que des musulmans dans le pays<sup>32</sup>. Chez ces derniers, la rhétorique religieuse de Trump a pu alimenter la peur d'être la cible de ses bombardements et certains d'entre eux craignent une radicalisation des méthodes des insurgés<sup>33</sup>. Des spécialistes s'inquiètent des effets contre-productifs de l'opération sur les initiatives locales de réconciliation intercommunautaire<sup>34</sup>. Or, ces résultats ne sauraient être interprétés comme des échecs inattendus. Ils apparaissent plutôt comme des coûts secondaires tolérables, puisque les limites structurelles du « contre-terrorisme » – notamment sa tendance à entretenir des cycles de violence<sup>35</sup> – sont bien connues des décideurs américains<sup>36</sup>.

Tous ces facteurs invitent à reconsidérer les objectifs réels poursuivis à travers ces frappes. Elles apparaissent plutôt comme un instrument de production de gains politiques immédiats, inscrits dans une logique transactionnelle de l'usage de la force.

## 2.2. Un récit de force taillé pour assurer le retour du dispositif militaire étasunien en Afrique

La séquence analysée révèle un transactionnalisme dont les effets sont perceptibles à trois niveaux : un effet immédiat de contrainte conduisant à l'alignement du Nigeria ; un effet élargi de repositionnement stratégique favorisant la reprise des relations avec les États de l'Alliance des États du Sahel (AES) ; ainsi qu'une conséquence structurelle se traduisant par la marginalisation progressive des cadres multilatéraux africains, au profit de logiques qui peuvent fragmenter durablement la gouvernance régionale de la sécurité et du développement.

La pression politique exercée sur Abuja visait essentiellement à contraindre le Nigeria à s'inscrire dans une collaboration sécuritaire « contre-terroriste » structurée selon les termes imposés par Washington. Comme l'explique le politiste Taiwo Adebayo, la stratégie étasunienne ne leur laissait pas d'autre choix :

*« Refuser ces frappes aurait pu renforcer l'impression, à Washington et parmi certains chrétiens du pays, qu'Abuja entravait la protection des chrétiens, s'exposant ainsi à des répercussions diplomatiques et économiques<sup>37</sup>. »*

De plus, laisser agir les États-Unis de façon unilatérale aurait également été un signe de perte de souveraineté, alors que le président Tinubu s'était fait élire en promettant qu'il « améliorerait la position et la dignité du Nigeria<sup>38</sup> ».

En imposant les frappes, cette contrainte initiale a produit un effet d'entraînement. L'alignement des dirigeants nigériens a constitué un « *fait accompli* », les incitant à approfondir leur partenariat sous peine de révéler les concessions accordées au détriment de leur souveraineté. Cette dynamique s'est traduite en février 2026 par le déploiement de 200 soldats étasuniens au Nigeria, envoyés dans le but de former les militaires et d'aider les autorités à lutter contre le terrorisme<sup>39</sup>. En mars, l'AFP indiquait que des drones *Reapers* étaient désormais déployés par les États-Unis depuis une base aérienne dans le nord du pays<sup>40</sup>. En définitive, ces frappes ont donc permis à Trump de rétablir une capacité opérationnelle dans une région où la présence étasunienne avait largement été contestée.

En effet, durant le mandat de Joe Biden, la fermeture des bases étasuniennes au Niger en 2024, consécutive aux coups d'État au Sahel, avait privé Washington d'infrastructures essentielles à son dispositif de surveillance et contribué à l'érosion de son influence dans la région, notamment au profit de la Chine, de la Turquie et de la Russie. Alors que la région sahélienne était désignée par son administration comme « *l'épicentre du terrorisme sur la planète*<sup>41</sup> », les frappes constituaient une démonstration de force visant à afficher un volontarisme renouvelé en matière de « *contre-terrorisme* » dans la région. Cette posture permettait de favoriser un rapprochement stratégique avec les pays de l'AES<sup>42</sup>.

Certains éléments récents avalisent cette thèse. Malgré les tensions diplomatiques persistantes entre les États-Unis et ces pays – qui se sont manifestés autour des restrictions réciproques de délivrance de visas<sup>43</sup> – les contacts se sont intensifiés entre 2025 et 2026<sup>44</sup>. En reprenant une logorrhée néo-souverainiste partagée, Trump et les dirigeants de l'AES, annonçaient récemment qu'ils repensaient leurs relations en se recentrant sur leurs « *intérêts communs en matière de sécurité et d'économie*<sup>45</sup> ». Il apparaît que cette reconfiguration illustre moins une logique d'alignement contraint des dirigeants de l'AES, que leur capacité à exploiter les rivalités entre grandes puissances pour servir leurs propres intérêts économiques, sécuritaires et politiques<sup>46</sup>.

Dans ce contexte, l'interventionnisme de Trump au Nigeria et le rapprochement avec l'AES contribuent, selon deux logiques complémentaires, à marginaliser les dispositifs multilatéraux africains de gestion des crises, tels que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou l'Union africaine (UA). Le partenariat bilatéral imposé à Abuja contourne ces organisations, tandis que le réengagement avec les États de l'AES – sortis de la CEDEAO et affaiblis au sein de l'UA – accentue la fragmentation de la gouvernance régionale. En favorisant des logiques transactionnelles et des partenariats fondés sur des intérêts immédiats, cette dynamique affaiblit les mécanismes d'intégration régionale, pourtant essentiels à la mise en œuvre de stratégies collectives durables de sécurité et de développement<sup>47</sup>. Elle entretient donc un cercle vicieux : la fragmentation accroît la vulnérabilité des États aux pressions extérieures<sup>48</sup>, renforçant en retour la probabilité de recours à des arrangements court-termistes.

## Conclusion

Les frappes du 25 décembre au Nigeria s'inscrivent dans la reconfiguration de la politique étrangère étasunienne insufflée par la réélection de Trump. Décidées en dehors de tout cadre multilatéral et sous couvert de lutte « *contre-terroriste* », elles révèlent une logique transactionnelle où le bellicisme vise à s'assurer de nouveaux partenariats sécuritaires en Afrique.

Si la doctrine « *Donroe* » a structuré la justification de l'enlèvement du président vénézuélien, ou ses revendications au droit de contrôler le Groenland, le Canada et le canal du Panama, la politique étrangère agressive de Trump ne saurait être réduite à un isolationnisme ni à une logique de domination limitée de l'hémisphère dit « *occidental* ». Cela est d'autant plus évident aujourd'hui, alors que les États-Unis se sont engagés avec leurs alliés israéliens dans une campagne militaire visant à décapiter le régime iranien et dont les effets dévastateurs se font ressentir aux niveaux régional et mondial.

Dès lors, la politique interventionniste du second mandat Trump réactive aussi des dynamiques impérialistes<sup>49</sup>. Celles-ci ne se drapent cependant plus des traditionnelles antennes normatives du multilatéralisme, ou relatives à ladite promotion de la démocratie. Elles relèvent désormais d'une approche basée sur la démonstration de force et la destruction, déployées pour dominer des négociations économiques ou sécuritaires avec certains États, que le geste belliciste étasunien entend souvent inciter à devenir des clients<sup>50</sup>.

À cet égard, la politique « *contre-terroriste* » de Trump envers le Nigeria montre que le continent africain ne fait pas exception à cette logique impérialiste. Toutefois, contrairement aux cas vénézuélien et iranien, où les États-Unis ont décidé de décapiter la tête des régimes sans forcément chercher à les renverser totalement, les frappes au Nigeria démontrent qu'il existe des déclinaisons de cette logique de domination où la violence militaire n'est pas directement employée à l'encontre des autorités des pays pris pour cible.

\*\*\*

## L'auteur

**Antoine Younsi** est chargé de recherche au sein du GRIP. Il termine son doctorat de relations internationales à l'ULB, qui porte sur les régimes d'actions « *contre-terroristes* » au Mali. Ses domaines d'expertise portent sur le contre-terrorisme en Afrique, sur l'usage de la force dans les conflits armés contemporains, sur les relations civilo-militaires en France, ainsi que sur le rapport entre l'évolution des technologies et des pratiques guerrières.

## Pour citer cette publication

YOUNSI Antoine, « Les frappes “contre-terroristes” de Donald Trump au Nigeria : une logique transactionnelle aux relents impérialistes », *Éclairage du GRIP*, 28 avril 2026.



Le GRIP bénéficie du soutien  
du Service de l'Éducation  
permanente de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles.

Photo de couverture : Visite des représentants de l'US Africa Command (AFRICOM) au Nigeria dans le cadre du renforcement du partenariat sécuritaire entre les deux pays, le 9 février 2026. Crédit : [Kenneth Tucceri, US Army, via Wikimedia Commons](#).

\*\*\*

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité  
Mundo-Madou – 7-8 Avenue des Arts – 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique  
Tél. : +32 (0) 0473 982 820 – [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org) – [www.grip.org](http://www.grip.org)

## Références

- <sup>1</sup> « [Les chrétiens sont-ils persécutés au Nigéria, comme l'affirme Trump ?](#) », *BBC*, 6 novembre 2025.
- <sup>2</sup> Durant l'été, l'administration de Trump avait reconnu avoir de nouveau confiance en la fiabilité du gouvernement nigérian en matière de sécurité. Le Département d'État approuvait un contrat de vente de munition à hauteur de 346 millions USD pour améliorer les capacités militaires de l'armée nigériane. En octobre, Massad Boulos, le principal conseiller de Trump pour les affaires africaines, avait même réfuté publiquement la thèse du génocide religieux après une rencontre avec le président nigérian<sup>2</sup>. Voir « [Trump, Tinubu et les chrétiens du Nigeria : les raisons d'une nouvelle escalade](#) », *Jeune Afrique*, 5 novembre 2025.
- <sup>3</sup> Voir « [Nigeria hires US lobbyists to nurture Trump ties, communicate Christian protection efforts](#) », *Reuters*, 14 janvier 2026 ;
- <sup>4</sup> Propos cités dans « [Donald Trump accuse le Nigeria de "tolérer les meurtres de chrétiens" et menace le pays](#) », *La Croix (avec AFP)*, 1<sup>er</sup> novembre 2025.
- <sup>5</sup> Le chercheur James Barnett développe cette idée dans « [Les frappes américaines au Nigeria donnent le sentiment d'une « communication non maîtrisée](#) », *RFI*, 28 décembre 2025.
- <sup>6</sup> Voir notamment ADEBAYO Taiwo, « [US airstrikes were a constrained choice for Nigeria](#) », *ISS Africa*, 5 février 2026.
- <sup>7</sup> BAGAYOKO Niagalé, « [Comprendre la relation États-Unis / Afrique à l'ère de Donald Trump](#) », *Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES)*, 30 mai 2025
- <sup>8</sup> *Ibid.*

- <sup>9</sup> À l'instar de ses prédécesseurs, son mandat avait été marqué par la mise en place d'un programme consacré au continent, le *Prosper Africa Program* – qui sera repris par son successeur, Joe Biden. Celui-ci visait à mettre en œuvre des partenariats qui permettaient aux États-Unis de s'assurer de garder un accès aux ressources stratégiques – principalement minières, ou qui affichaient la volonté de collaborer dans la lutte contre le terrorisme. Voir : *ibid.*
- <sup>10</sup> L'*Heritage Foundation* affirmait que 64 % de ses recommandations avaient été traduites en mesures concrètes sous le premier mandat de Trump. Voir : « [Trump Administration Embraces Heritage Foundation Policy Recommendations](#) », *The Heritage Foundation*, 23 janvier 2018.
- <sup>11</sup> « [National Security Strategy of the United States of America](#) », *The White House*, novembre 2025
- <sup>12</sup> « [L'Afrique, concentré des obsessions de Donald Trump](#) », *Le Monde*, 20 janvier 2026.
- <sup>13</sup> « *The United States should transition from an aid-focused relationship with Africa to a trade- and investment-focused relationship, favoring partnerships with capable, reliable states committed to opening their markets to U.S. goods and services* » [traduction libre] : « [National Security Strategy of the United States of America](#) », *The White House*, novembre 2025, p. 29.
- <sup>14</sup> BACKMAN Francois, « [Donald Trump et l'Afrique : acte II](#) », *Fondation Jean Jaures*, 17 février 2025.
- <sup>15</sup> SINGH Priyal & GOPALDAS Ronak, « [Trump's Africa policy: strategy or shakedown?](#) », *ISS Africa*, 21 janvier 2026.
- <sup>16</sup> BAGAYOKO Niagalé, « [Comprendre la relation États-Unis / Afrique à l'ère de Donald Trump](#) », *loc. cit.*
- <sup>17</sup> Propos cités dans QUESSARD Maude, « [La stratégie africaine des États-Unis sous Trump II : désengagement, prédation économique et fin du soft power](#) », *Revue Défense Nationale*, n° 882, 2025, p. 110.
- <sup>18</sup> « [Le Nigeria, nouveau terrain de déploiement des militaires américains](#) », *Le Monde*, 10 février.
- <sup>19</sup> Selon les données de l'U.S. Census Bureau, reprises dans la presse. Voir notamment : « [Le Nigeria concentre 52 % des exportations pétrolières africaines vers les États-Unis en 2025](#) », *La Nouvelle Tribune*, 2 mars 2026
- <sup>20</sup> OBASI Nnamdi, « [Why is President Trump Threatening a Humanitarian Intervention in Nigeria?](#) », *International Crisis Group*, 7 novembre 2025.
- <sup>21</sup> « [Naming of Nigeria as a Country of Particular Concern is an Important Step to Advance Religious Freedom](#) », *US Commission on International Religious Freedom*, 3 novembre 2025
- <sup>22</sup> MÉRINO Mathieu, « [États-Unis–Afrique regain d'intérêt sur fond de politique transactionnelle](#) », *Diplomatie*, n° 136, 2025.
- <sup>23</sup> Dans un contexte de restriction budgétaire et de réforme du Pentagone voulu par le président, L'AFRICOM créé en 2007 par George W. Bush, a longtemps été menacé d'une fusion avec l'EUCOM (Commandement américain pour l'Europe). Ceci laissait présager une dépriorisation de l'implication militaire étasuniennes sur le continent. A ce jour, cette restructuration stratégique est toujours débattue. Voir notamment : « [États-Unis – Afrique : Donald Trump, une année de politique africaine imprévisible](#) », *Jeune Afrique*, 18 décembre 2025.
- <sup>24</sup> « [A Guide to Trump's Second-Term Military Strikes and Actions](#) », *Council on Foreign Relations*, 3 mars 2026.
- <sup>25</sup> OBASI Nnamdi, « [Why is President Trump Threatening a Humanitarian Intervention in Nigeria?](#) », *loc. cit.*
- <sup>26</sup> ADEBAYO Taiwo, « [US airstrikes were a constrained choice for Nigeria](#) », *loc. cit.*
- <sup>27</sup> Dans une interview, l'historienne Maya Kandel exprimait cette idée à propos de l'interventionnisme étasunien au Vénézuéla en ces termes : « *pour beaucoup de MAGA et de membres dans l'entourage de Trump, l'isolationnisme, ça veut dire ne pas faire les guerres des autres, ne pas risquer la vie des soldats américains – sauf si le territoire national est menacé – et*

*ne pas occuper des pays lointains au nom de la démocratie* ». Voir : « [Maya Kandel, historienne : “Plus Trump utilise la force, plus il prend confiance en lui”](#) », *Le Monde*, 19 janvier 2026.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> ADEBAYO Taiwo, DELANGA Célestin & HOINATHY Remadji, « [Lakurawa: a hybrid jihadi-criminal group on Nigeria’s fragile borderlands](#) », décembre 2025.

<sup>30</sup> ADEBAYO Taiwo, « [US airstrikes were a constrained choice for Nigeria](#) », *loc. cit.*

<sup>31</sup> « [Unexploded missiles, unclear targets in Trump’s strikes on Nigeria](#) », *The Washington Post*, 10 janvier 2026.

<sup>32</sup> « [Gunmen in Nigeria Kill More Than 160, Aid Official Says](#) », *New York Times*, 4 février 2026.

<sup>33</sup> « [After Christmas Day Strikes, Fear Grips Muslims in Rural Nigeria](#) », *New York Times*, 5 janvier 2026.

<sup>34</sup> « [Trump’s framing of Nigeria insurgency as a war on Christians risks undermining interfaith peacebuilding](#) », *The Conversation*, 28 janvier 2026.

<sup>35</sup> CHARBONNEAU Bruno, DEBOS Marielle, HANON Jean-Paul et al. « [De la guerre contre le terrorisme aux guerres sans fins : la co-production de la violence en Afghanistan, au Mali et au Tchad](#) », *Cultures & conflits*, n° 123-124, 2021.

<sup>36</sup> Même chez certains militaires étasuniens, l’idée selon laquelle une frappe aérienne pourrait être efficace en matière de « contre-terrorisme » ou pour mettre fin à un prétendue « génocide » reste hautement discutable. Le général de division à la retraite de l’US Air Force Kenneth Ekman expliquait que « *déloger un groupe du nord-ouest nécessiterait une stratégie claire et un engagement durable d’une administration qui n’a pas fait de l’Afrique une priorité [...] Une douzaine de missiles de croisière ne constitue pas une mission antiterroriste [...] Nous avons appris à maintes reprises que le succès exige une présence constante, avec des capacités suffisantes et une volonté politique aux côtés de nos partenaires* » [traduction libre] ; propos tirés de « [In northwest Nigeria, U.S. confronts a growing terrorist threat](#) », *Washington Post*, 9 février 2026.

<sup>37</sup> ADEBAYO Taiwo, « [US airstrikes were a constrained choice for Nigeria](#) », *loc. cit.*

<sup>38</sup> OBASI Nnamdi, « [Why is President Trump Threatening a Humanitarian Intervention in Nigeria?](#) », *loc. cit.*

<sup>39</sup> « [Nigeria : des militaires américains déployés pour former l’armée dans sa lutte contre les djihadistes](#) », *Le Monde*, 17 février 2026.

<sup>40</sup> « [Nigeria : des drones américains Reaper employés à des fins de reconnaissance](#) », *RFI*, 22 mars 2026

<sup>41</sup> « [Africom Strives to Empower African Nations' Security Efforts](#) », *US Department of War*, 29 mai 2025

<sup>42</sup> C’est d’ailleurs ce que suggéraient les chercheurs Nina Wilen et Jérôme Viala-Godefroy dans des interviewes accordées juste après les frappes. Voir « [“Des frappes symboliques pour Noël”, “des exécutions extrajudiciaires”](#) », *La Libre*, 26 décembre 2025 ; « [Les frappes américaines au Nigeria “permettent à Donald Trump de vendre un récit de force”](#) », *RFI*, 26 décembre 2025.

<sup>43</sup> « [“Travel ban” : Assimi Goïta et Ibrahim Traoré répondent à Donald Trump](#) », *Jeune Afrique*, 31 décembre 2025.

<sup>44</sup> « [Retour des États-Unis au Sahel : pourquoi l’administration Trump veut-elle relancer la coopération ?](#) », *Jeune Afrique*, 18 mars 2026.

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> Cette idée est défendue par Niagalé Bagayoko dans BONIFACE Pascal, « [Trump et l’Afrique](#) », *Entretien Géopo de l’IRIS*, 18 février 2026.

<sup>47</sup> SINGH Priyal & GOPALDAS Ronak, « [Trump’s Africa policy: strategy or shakedown?](#) », *loc. cit.*

<sup>48</sup> ADEBAYO Taiwo, « [US airstrikes were a constrained choice for Nigeria](#) », *loc. cit.*

<sup>49</sup> Voir « [Trump's Foreign Policy: Resurrecting Empire](#) », *New York times*, 27 février 2026.

<sup>50</sup> Voir « [Trump and Rubio's Vision of War: The Art of Destroy and Deal](#) », *New York times*, 14 mars 2026.





Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

## 5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité Édition du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur [www.grip.org](http://www.grip.org).

Devenez donateur : IBAN : BE87 0001 5912 8294 – BIC/SWIFT : BPO TBE B1

**GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**

Avenue des arts, 7-8  
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode  
Tél. : +32 (0) 473 982 820  
Site Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)